

Communiqué du Conseil d'Etat

14 décembre 2011

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Solidarité internationale : formation pour les professionnels de la santé	4
Genève-Confédération	5
Félicitations adressées au Conseil fédéral élu.....	5
Genève soutient la Stratégie biodiversité Suisse.....	5
Oui à la nouvelle loi fédérale sur le dossier médical électronique du patient	5
Genève	7
Plan financier quadriennal 2012-2015 : mesures pour un retour à l'équilibre	7
Perception des impôts : fixation des taux d'intérêt pour l'année 2012.....	9
Exonération fiscale de la solde allouée aux sapeurs-pompiers volontaires	9
Voitures de livraison, tracteurs agricoles et véhicules électriques : critères d'exonération pour 2012.....	10
Modification de la loi sur les commissions officielles	10
Vente de terrains à Vernier dans le périmètre de Blandonnet.....	10
Développement du quartier de la Scie à Versoix.....	11
Oui à l'utilisation des matériaux recyclés dans les chantiers publics	11
Acquisition d'un bâtiment pour faciliter le relogement d'entreprises.....	12
Adoption des budgets de fonctionnement et investissements 2012 des TPG	12
Adoption du budget 2012 de la Fondation des parkings	13
Part cantonale du bénéfice Loterie romande : 5 ^{ème} attribution 2011	13
Aide financière à la Fondation officielle pour la jeunesse pour les années 2012 à 2015.....	14
Aide financière pour le maintien à domicile des personnes âgées.....	14
Entrée en vigueur d'une loi	15
Nomination.....	16
Agenda des invitations à la presse	17

Genève internationale

Solidarité internationale : formation pour les professionnels de la santé

Le Conseil d'Etat a accordé un financement à la [Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicale \(GFMER\)](#), une institution à but non lucratif qui a pour objectif de promouvoir la collaboration entre les secteurs public et privé et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans le domaine de la santé et de développer un réseau d'échange d'informations médicales entre les pays en développement.

Un montant total de 490'400 francs pour les années 2011 à 2013 est accordé à la GFMER pour organiser un cours d'enseignement à distance en méthodologie de recherche médicale à l'intention des pays en développement ou en transition. Ce projet contribue au partage des compétences et des connaissances entre les professionnels de la santé, les institutions locales et internationales de formation et de recherche et permettra de fournir un accès à la formation et un apprentissage de qualité à quelque 450 professionnels de la santé.

Pour toute information complémentaire : Mme Vanessa Mengel, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Genève-Confédération

Félicitations adressées au Conseil fédéral élu

Le Conseil d'Etat a adressé ses vives félicitations à Mmes et MM. Doris Leuthard, Eveline Widmer-Schlumpf, Ueli Maurer, Didier Burkhalter, Simonetta Sommaruga, Johann Schneider-Ammann et Alain Berset, réélu-e-s, respectivement élu ce matin par l'Assemblée fédérale en qualité de conseillers fédéraux.

Il leur a adressé ses vœux de pleine réussite dans l'accomplissement de leur importante mission au service de la Suisse et a souhaité que les excellentes relations entre la Confédération et les autorités genevoises se poursuivent.

Genève soutient la Stratégie biodiversité Suisse

Le Conseil d'Etat a répondu à une procédure de [consultation](#) relative à la [Stratégie biodiversité Suisse \(SBS\)](#) lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. Le gouvernement genevois relève qu'il s'agit-là d'une étape-clé pour se doter des moyens permettant d'enrayer le déclin continu de la diversité biologique constaté en Suisse comme partout dans le monde.

Le gouvernement souligne qu'un engagement et une responsabilisation en faveur de la protection et du développement de la biodiversité doivent être assurés dans tous les secteurs d'activités. Il relève par ailleurs l'importance d'une coordination transversale entre les concepts et les programmes de mise en œuvre et de suivi, tant au niveau fédéral que cantonal, et ajoute qu'un renforcement simultané des moyens financiers alloués à la Confédération et aux cantons est indispensable à la mise en œuvre de toute mesure découlant de la SBS.

A noter que la mise en consultation de la SBS coïncide positivement avec le [projet de loi genevois sur la biodiversité](#), actuellement à l'examen au Grand Conseil.

Pour toute information complémentaire : M. Bertrand von Arx, conservateur de la nature et du paysage, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 01.

Oui à la nouvelle loi fédérale sur le dossier médical électronique du patient

Le Conseil d'Etat a répondu à une [consultation](#) initiée par le Département fédéral de l'intérieur (DFI) au sujet de la nouvelle loi fédérale sur le dossier électronique du patient. Ce dernier vise à améliorer la qualité des processus thérapeutiques, à augmenter la sécurité des patients et à accroître l'efficacité du système de santé. La loi en consultation doit créer les conditions permettant de rendre accessibles aux institutions et aux

professionnels de la santé impliqués dans le traitement d'un patient les données relatives à ce dernier dans un dossier électronique harmonisé au niveau national.

Le Conseil d'Etat approuve globalement ce projet, dont les grands axes correspondent au [projet e-toile](#) que le canton de Genève a mis en place par le biais de la [loi sur le réseau communautaire d'informatique médicale du 14 novembre 2009](#). L'expérience genevoise a ainsi contribué à la constitution d'une base conceptuelle pour projet fédéral, ce dont le Conseil d'Etat se montre satisfait. Il salue, par ailleurs, le cadre de collaboration prévu entre la Confédération et les cantons qui est essentiel afin de garantir un système viable au niveau suisse.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 15.*

Plan financier quadriennal 2012-2015 : mesures pour un retour à l'équilibre

Faisant suite à la publication, le 23 novembre 2011, de son [plan financier quadriennal 2012-2015](#) assorti de mesures indispensables au retour à l'équilibre budgétaire, le Conseil d'Etat a adopté une série de projets de loi et de modifications de règlement.

Suppression de l'exonération des collections artistiques et scientifiques

Le gouvernement a adopté un projet de loi visant à supprimer une « niche fiscale » qui constitue une particularité genevoise, à savoir l'exonération de l'impôt sur la fortune dont bénéficient les détenteurs de collections artistiques et scientifiques.

Cette exonération, prévue à l'article 55 lettre e de la [loi sur l'imposition des personnes physiques \(LIPP\)](#), est inconnue dans les autres cantons. Ainsi que le Conseil d'Etat a eu l'occasion de le relever, elle apparaît contraire à l'article 13 de la [loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes \(LHID\)](#), qui prévoit que seuls le mobilier de ménage et les objets d'usage personnel courant sont exonérés de l'impôt.

L'exonération de ces collections – qui peuvent atteindre selon les cas des valeurs considérables – crée en outre une inégalité de traitement entre contribuables en fonction de la nature des actifs qu'ils possèdent. Elle ne respecte donc pas les principes de l'égalité de traitement et de l'imposition selon la capacité économique ancrés à l'article 127, alinéa 2 de la Constitution fédérale.

Ce projet de loi fait partie des mesures qualifiées de « non conditionnelles », que le Conseil d'Etat estime impératives en vue de retrouver l'équilibre des finances publiques que nous imposent la [Constitution](#) et la [loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat \(LGAF\)](#). Son impact financier ne peut toutefois être chiffré avec précision, faute d'informations disponibles auprès de l'administration fiscale.

Suspension du « bouclier fiscal » pour 2013-2014

Le Conseil d'Etat a par ailleurs adopté un projet de loi visant à suspendre de façon transitoire l'application du dispositif relatif à la charge maximale d'imposition (« bouclier fiscal »), introduit à l'article 60 de la [LIPP](#).

Ce dispositif qui déploie ses effets depuis l'année fiscale 2011 prévoit que les contribuables domiciliés en Suisse ne supportent pas une charge d'impôts sur la fortune et sur le revenu supérieure à 60% de leur revenu net imposable. Il permet d'éviter que les contribuables qui disposent d'une importante fortune à faible rendement et d'autres revenus comparativement modestes ne doivent acquitter un montant excessif d'impôts sur le revenu et la fortune.

Soucieux de préserver l'attractivité fiscale du canton de Genève, notamment vis-à-vis du canton de Vaud qui a adopté un dispositif similaire, le Conseil d'Etat n'entend pas supprimer ce « bouclier ». Toutefois, au vu des importants efforts que nécessite la situation actuelle des finances publiques, il propose la suspension de son application pour les années fiscales 2013 et 2014.

Ce projet de loi fait partie des mesures qualifiées de « non conditionnelles ». L'augmentation des recettes fiscales qu'il induit est estimée à 38 millions de francs par année.

Pour toute information complémentaire : M. Philippe Dufey, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 15.

Diminution de la commission de perception de l'impôt à la source

Le gouvernement a également adopté un projet de loi visant à réduire de 3% à 2% la commission de perception qui est versée aux débiteurs des prestations imposables (le plus souvent les employeurs) dans le cadre de leur tâche de retenue de l'impôt à la source pour le compte de l'administration fiscale.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'une telle adaptation de la commission est raisonnable, compte tenu des outils informatiques dont disposent désormais la majeure partie des entreprises et de la gestion automatisée qui en découle.

Ce projet de loi fait partie des mesures qualifiées de « non conditionnelles ». Destiné à entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2013, pour laisser aux entités concernées le temps de s'adapter, ce projet induit une augmentation de quelque 11 millions de francs de recettes nettes d'impôt à la source pour le canton.

Pour toute information complémentaire : M. Bertrand Lugon-Moulin, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 21.

Deux mesures structurelles en matière de logement

Le Conseil d'Etat a encore modifié le règlement d'exécution de la loi sur le logement et la protection des locataires.

D'une part, il a décidé d'augmenter les émoluments en cas de demande de modification de l'état locatif requis par les propriétaires de logements contrôlés afin de couvrir le coût du personnel affecté à l'examen de ces demandes.

D'autre part, il a augmenté à 300 francs par pièce par an (contre 100 francs actuellement) le montant annuel minimum en dessous duquel la subvention personnalisée HM n'est pas versée. Les ménages les plus modestes ne seront pas touchés par cette mesure, car ils perçoivent un montant supérieur à ce palier minimum.

Pour toute information complémentaire : M. Philippe Favarger, directeur, office du logement, ☎ 022 546 65 04.

Adaptation des redevances pour l'utilisation des eaux superficielles et souterraines

Le Conseil d'Etat a décidé d'adapter les redevances pour l'utilisation des eaux superficielles et souterraines, qui n'ont fait l'objet d'aucune augmentation depuis 2003.

Il a ainsi adopté une modification de l'article 23, al. 1, lettre b) du règlement sur l'utilisation des eaux superficielles et souterraines, portant la redevance annuelle sur les pompages dans les eaux de surface de 2,20 à 2,50 francs par litre/minute de la capacité de la pompe pour usage industriel, agricole ou hydrothermique.

Cette adaptation entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Pour toute information complémentaire : Mme Irina Lopériol Garret-Flaudy, DGEau, DIM, ☎ 022 388 64 12.

Perception des impôts : fixation des taux d'intérêt pour l'année 2012

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement d'application des articles 7 et 28 de la [loi relative à la perception et aux garanties des personnes physiques et des personnes morales](#). Ce règlement fixe pour l'année 2012 à 1,25% le taux de l'escompte (1% en 2011) et à 2% le taux de l'intérêt (1,5% en 2011).

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009, la loi de perception a introduit un escompte – c'est-à-dire un rabais – pour les contribuables qui paient la totalité de leurs acomptes avant l'échéance du premier d'entre eux, soit en l'occurrence avant le 11 février 2012. L'escompte répond à la demande d'un nombre important de contribuables, tout en favorisant la rentrée d'argent dans les caisses publiques à une période creuse de l'année. Son succès s'est confirmé en 2011, puisque 26'300 contribuables (personnes physiques et morales) en ont bénéficié en versant un montant total de 627 millions de francs avant l'échéance fixée (en 2010, 25'000 contribuables avaient versé 578 millions).

La loi de perception a également introduit un intérêt rémunérateur (en faveur du contribuable) pour chaque versement effectué avant le délai ou sur les montants payés en trop, de même qu'un intérêt moratoire (en faveur de l'Etat) sur chaque acompte impayé en totalité ou partiellement, ou versé tardivement. Le taux de ces deux intérêts est identique. Ils seront facturés en 2013, lorsque les contribuables recevront le montant de l'impôt à payer pour l'année 2012. Ces informations seront à nouveau jointes à l'envoi des acomptes pour l'impôt 2012, au début de l'an prochain.

Les taux ont été fixés en anticipant les conditions économiques et monétaires de l'année 2012, qui risquent d'être caractérisées par une grande volatilité et des incertitudes pesant sur le marché des actions ainsi que sur les volumes traités, en particulier sur le marché des capitaux. Ils sont attractifs au vu des taux généralement servis sur les comptes d'épargne, et sont donc de nature à améliorer la trésorerie courante de l'Etat.

*Pour toute information complémentaire : Mme Arlette Stieger, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 98 08.*

Exonération fiscale de la solde allouée aux sapeurs-pompiers volontaires

Le Conseil d'Etat a adopté une loi qui exonère de l'impôt les sapeurs-pompiers volontaires jusqu'à un montant de 5000 francs à travers une nouvelle disposition de la [loi sur l'imposition des personnes physiques](#).

Les sapeurs-pompiers genevois seront tenus de déclarer l'ensemble des sommes touchées pour les exercices, services de piquet, cours, inspections et interventions. Ils pourront les déduire de leur revenu imposable jusqu'à concurrence de 5000 francs annuels. En revanche, les indemnités supplémentaires de fonction et celles destinées aux cadres ne seront pas exonérées, de même que les indemnités versées pour des travaux administratifs et pour des prestations fournies volontairement.

Genève met ainsi en œuvre la [loi fédérale sur l'exonération de la solde allouée au service du feu](#) qui, à partir de 2013, introduit un nouvel article dans la [loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes](#). Ce changement n'aura qu'une faible incidence, a priori favorable, sur les recettes fiscales du canton. En effet, sur la base d'accords sectoriels conclus par l'administration fiscale cantonale avec les sapeurs-pompiers volontaires, ceux-ci bénéficient actuellement d'une exonération de leur solde et de leurs indemnités vraisemblablement plus généreuse que ne le prévoit le projet de loi.

*Pour toute information complémentaire : Mme Arlette Stieger, secrétaire général adjointe, DF,
☎ 022 327 98 08.*

Voitures de livraison, tracteurs agricoles et véhicules électriques : critères d'exonération pour 2012

Le système bonus/malus ne s'appliquant qu'aux voitures de tourisme, le Conseil d'Etat estime judicieux de garder des mesures incitatives pour les voitures de livraison, les véhicules électriques et les tracteurs agricoles les plus favorables à l'environnement. Cette incitation consiste à accorder une exonération d'impôt complète l'année de leur première mise en circulation et les deux années suivantes.

Les critères d'exonération pour les véhicules neufs immatriculés en 2012 sont les suivants :

- voitures de livraison : norme EURO5 et émissions de CO₂ ≤ 220 g/km pour les moteurs diesel, ≤ 160 g/km pour les moteurs à essence ou à gaz.
- tracteurs agricoles : équipés d'un filtre à particules.
- véhicules électriques : être au bénéfice d'un contrat avec les SIG de la gamme « Vitale », « Découverte » ou analogue.

Pour toute information complémentaire : M. Roger Jenny, directeur des finances de l'office cantonal des automobiles et de la navigation, DSPE, ☎ 022 388 30 02.

Modification de la loi sur les commissions officielles

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi visant à prolonger le mandat des organes des établissements publics autonomes et des fondations de droit public jusqu'à l'entrée en vigueur de la [loi sur l'organisation des institutions de droit public \(10679\)](#), mais au plus tard le 30 septembre 2012.

Pour mémoire, les organes de ces institutions de droit public avaient vu leur mandat prolongé par la loi jusqu'au 28 février 2012 (art. 23, al. 4 de la [loi sur les commissions officielles](#)), dans l'attente de l'entrée en vigueur de la loi sur les institutions de droit public, votée par le Grand Conseil le 18 novembre 2011. Cependant, compte tenu du lancement d'un référendum à l'endroit de la loi précitée, il s'avère qu'en cas d'aboutissement de celui-ci – et donc de l'organisation d'un scrutin –, la loi nouvellement votée ne pourra pas entrer en vigueur au 1^{er} mars 2012. Il convient dès lors d'éviter une incertitude juridique préjudiciable aux intérêts des organisations de droit public concernées quant à la composition de leur conseil. Le renouvellement des conseils ne sera ainsi pas lancé tant qu'il n'est pas établi que la loi 10679 puisse entrer en vigueur.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Vente de terrains à Vernier dans le périmètre de Blandonnet

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi autorisant la vente, pour un montant de 5,3 millions de francs, de deux parcelles propriété de l'Etat de Genève situées dans le secteur de Blandonnet, à Vernier.

Ces deux terrains, qui totalisent 6198 m², sont situés en zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée) et font partie du plan localisé de quartier adopté par le Conseil d'Etat le 2 juin 1986. De forme triangulaire, ils sont enserrés entre deux voies ferrées, l'autoroute A1, les diverses bretelles routières et des dépôts pétroliers.



Ayant développé avec l'Etat de Genève une relation de partenariat qui lui a d'ores et déjà permis d'acquérir certains droits à bâtir des parcelles concernées, le promoteur du projet souhaite aujourd'hui achever un développement cohérent du périmètre. Il a, à cet effet, déjà déposé une demande préalable en autorisation de construire, actuellement en cours d'instruction. La réalisation d'un bâtiment administratif, d'un hôtel, d'une zone d'activités, d'un parking souterrain ainsi que d'une halte CFF est prévue.

Pour toute information complémentaire : M. Pascal Chobaz, directeur des opérations foncières, DCTI, ☎ 022 546 60 50.

Développement du quartier de la Scie à Versoix



Le Conseil d'Etat a adopté le plan localisé de quartier (PLQ) sur la commune de Versoix, dans le quartier de la Scie, concernant des terrains situés entre la voie CFF, la route des Fayards et le chemin de l'Ancien-Péage. La surface brute de plancher de ce projet est d'environ 13 500 m². Une surface de 9500 m² sera dédiée à des activités artisanales ou industrielles et une surface de 4000 m² sera affectée à des activités commerciales.

Ce projet favorise l'intégration d'activités industrielles en situation urbaine, contribue au développement des activités commerciales dans la commune et propose une zone attrayante offrant de nouveaux emplois. Cet aménagement a été établi sur la base du plan en force, qui date de 2008.

La Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI), consultée sur la faisabilité du projet, s'y est déclarée favorable. Le Conseil municipal de la commune de Versoix a préavisé favorablement ce projet le 7 février 2011. La procédure d'opposition n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 80.

Oui à l'utilisation des matériaux recyclés dans les chantiers publics

Le Conseil d'Etat a répondu à une [motion](#) l'invitant à s'engager en faveur de l'utilisation de matériaux recyclés dans les chantiers publics. Il s'agit notamment de favoriser systématiquement l'utilisation de ce type de matériaux dans les chantiers et d'inclure ce paramètre parmi les critères d'adjudication.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat indique que le [règlement sur la passation des marchés publics](#) permet de prendre en considération le respect de l'environnement comme critère d'aptitude ou d'adjudication. Il rappelle également avoir mis en œuvre en 2002 le projet [ECOMAT^{GE}](#) qui recommande une quinzaine d'applications constructives à base de matériaux recyclés, correspondant à trois grands domaines d'application : bétons, aménagements et enrobés bitumeux. Dans le cadre de ce projet, l'Etat de Genève s'est engagé, en collaboration avec les professionnels de la construction à ce que les recommandations d'ECOMAT^{GE} soient appliquées. Le site Internet www.ge.ch/ecomat ainsi qu'une brochure ont spécialement été créés dans ce but.

D'autres mesures prises par l'Etat de Genève ont également été mises en évidence dans la réponse à la motion, comme la mise en œuvre du [plan d'actions environnementales](#) de l'administration cantonale genevoise 2012-2020 adopté le 6 avril 2011 ou les lois n° 10701 et n°10702, modifiant la [loi sur la gestion des déchets](#) et la [loi sur les gravières et les exploitations assimilées](#), adoptées par le Grand Conseil le 13 octobre 2011.

Concrètement, des matériaux recyclés ont par exemple été utilisés pour la construction du P+R de Planche à Meyrin, ou les fondations du P+R de Bernex, réalisées à l'aide de graves valorisées issues de l'excavation de la tranchée couverte de Meyrin.

En conclusion, le Conseil d'Etat indique qu'il souhaite favoriser systématiquement les entreprises qui tiennent compte des considérations environnementales dans le cadre des chantiers publics. A ce titre, l'Etat de Genève intègre l'emploi de matériaux recyclés dans les appels d'offres, chaque fois que cela est pertinent et techniquement possible.

Pour toute information complémentaire : M. René Leutwyler, ingénieur cantonal, directeur général de l'office du génie civil, DCTI, ☎ 022 546 63 01.

Acquisition d'un bâtiment pour faciliter le relogement d'entreprises



Le Conseil d'Etat a approuvé l'emprunt effectué par la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI), lui permettant de financer l'acquisition d'un droit de superficie sur la parcelle 2531, fe 46, de la commune de Lancy.

Organisme de droit public, la FTI a notamment pour mission de favoriser le relogement d'entreprises situées dans le périmètre Praille Acacias Vernets (PAV). C'est dans ce but qu'elle souhaite acquérir, pour un montant de 27 millions de francs (20 millions sous forme d'un emprunt bancaire), le bâtiment situé à la route des Jeunes, n° 105.

Doté d'une surface locative de quelque 9700 m² pour un volume de 59'300 m³, ce bâtiment permettra le relogement provisoire d'entreprises industrielles et artisanales et pourra, à long terme, faire l'objet d'une densification, conformément au déclassement de zone intervenu en juin 2011.

Pour toute information complémentaire : Mme Delphine Perrella Gabus, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 37.

Adoption des budgets de fonctionnement et investissements 2012 des TPG

Le Conseil d'Etat a approuvé les budgets de fonctionnement et d'investissements 2012 des TPG, conformes aux normes comptables IPSAS et au plan financier pluriannuel du contrat de prestations 2011-2014 (CP) approuvé par le Grand Conseil le 2 décembre 2010 (L10699).

Ce budget 2012 est construit pour mettre en œuvre les modifications du réseau dès le 11 décembre 2011, ainsi que l'augmentation de l'offre de 35% prévue dans le CP, faisant suite à celle de + 50% intervenue durant la période 2002-2010. Par rapport à 2011, la croissance prévue de l'offre sera de 13,3% en 2012 et de 23,5% par rapport à 2010.

Le budget 2012 prévoit un total des produits d'exploitation s'élevant à 392,728 millions de francs, pour un total des charges d'exploitation à 379,966 millions de francs entraînant cependant un résultat global déficitaire budgété de -4,32 millions de francs, lié à un résultat financier déficitaire de 17,082 millions de francs. Ce résultat s'explique par l'augmentation de la dette liée à la commande de 32 tramways Stadler, l'acquisition de 87 autobus, ainsi que le renouvellement de 30 trolleybus. Ce déficit sera intégralement assumé par le fond de réserve des TPG.

Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.

Adoption du budget 2012 de la Fondation des parkings

Le Conseil d'Etat a adopté le budget 2012 de la Fondation des parkings (FP), qui prévoit un total des produits à 41,07 millions de francs (2011 : 38,46 millions), un total des charges à 35,86 millions de francs (2011 : 35,08 millions), dégageant un bénéfice de 5,21 millions de francs (2011 : 3,38 millions), en hausse de 54% par rapport au budget 2011.

Les exercices 2011 et 2012 ne sont toutefois pas directement comparables, compte tenu de divers changements intervenus en 2011, tels que notamment la hausse des recettes des abonnements des parcs relais P+R grâce aux nouveaux parkings de Sécheron, Anières et Meyrin-Gravière, la hausse des recettes attendues dans certains P+R (Sous-Moulin, Bernex, Etoile et Cern) et le contrôle des nouvelles zones macarons de Lancy et Plan-les-Ouates. Des baisses de recettes sont toutefois enregistrées pour d'autres parkings, qui quittent le giron de la FP en raison de ventes ou de cessations d'activité (P 49, P 47, Bachet-de-Pesay et Gare des Eaux-Vives).

Les résultats positifs enregistrés ces sept dernières années par la fondation lui permettent d'envisager avec confiance les prochaines étapes de son développement, parmi lesquelles la création de nouveaux P+R, notamment à Frontenex et à Trèfle-Blanc, prévus dans le cadre du plan d'actions des parcs relais P+R 2011-2014.

Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.

Part cantonale du bénéfice Loterie romande : 5^{ème} attribution 2011

Le Conseil d'Etat a donné son aval aux propositions formulées par l'organe genevois de répartition, lors de la cinquième de ses cinq séances annuelles. Ainsi, 95 institutions à but non lucratif se sont vu attribuer un total de 3,995 millions de francs, dont 45% dévolus à la culture. Comme à l'accoutumée, la liste des bénéficiaires ainsi que la destination et le montant de chaque attribution est publiée dans la Feuille d'avis officielle.

Sur l'ensemble de l'année, le Conseil d'Etat a approuvé l'attribution de 14,967 millions de francs, entièrement consacrés à des projets d'utilité publique. Les projets relèvent des thématiques suivantes : aide sociale et personnes âgées (13%), jeunesse et éducation (8,1%), santé et handicap (10,9%), formation et recherche (7%), patrimoine (9%), environnement (0,7%), promotion, tourisme et divers (6,3%), et le secteur culturel (44,9%).

Le Conseil d'Etat rappelle à cette occasion que la votation fédérale du 11 mars 2012 portera notamment sur l'arrêté fédéral du 29 septembre 2011 concernant la réglementation des jeux d'argent en faveur de l'utilité publique (contre-projet à l'initiative « Pour des jeux d'argent au service du bien commun »). L'adoption par le peuple et les cantons de cette norme constitutionnelle est essentielle si l'on veut permettre à la Loterie romande de continuer à soutenir des institutions d'utilité publique.

Les critères d'attribution et les modalités de traitement des demandes de dons peuvent être consultés sur le site www.entraide.ch, sous la rubrique « obtenir un don », en cliquant sur l'écusson du canton de Genève.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, président de l'organe de répartition des bénéfices de la Loterie romande, DSE, ☎ 022 546 54 10.

Aide financière à la Fondation officielle pour la jeunesse pour les années 2012 à 2015

Conformément à la [loi genevoise sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#) et à la [loi sur la Fondation officielle de la jeunesse du 28 juin 1958](#), le Conseil d'Etat a accordé une aide financière à la Fondation officielle pour la jeunesse (FOJ) pour les années 2012 à 2015.

Dotée d'un montant annuel de 10'000 francs, cette aide financière contribuera à la prise en charge, par la FOJ, des jeunes victimes de dépendance aux substances toxiques. Elle permettra de financer des activités de prévention et des mesures éducatives d'aide au sevrage.

Cette aide s'inscrit dans le cadre du programme de promotion de la santé et de prévention des maladies.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, service du médecin cantonal de la direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 00.

Aide financière pour le maintien à domicile des personnes âgées

Conformément à la [loi genevoise sur les indemnités et les aides financières](#) du 15 décembre 2005 (LIAF), le Conseil d'Etat a décidé d'accorder pour l'année 2011 une aide financière aux entités actives dans le domaine du maintien à domicile des personnes âgées et du soutien aux proches aidants d'un montant total de 64'900 francs pour l'exploitation de lits d'unité d'accueil temporaire de répit.

Ces unités d'accueil permettent, de façon temporaire, d'encadrer et de prendre en charge, pour les actes de la vie quotidienne et pour des soins de base, des personnes en âge AVS atteintes de troubles physiques et/ou cognitifs. Cette aide s'inscrit dans le cadre de la prestation de maintien, d'aide et soins à domicile.

Pour toute information complémentaire : M. Thierry Blanc, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 34.

Entrée en vigueur d'une loi

Loi	AUTEUR	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 18.03.2011, sur l'Institution de maintien, d'aide et de soins à domicile (PA 714.00) (L10500)	Conseil d'Etat	Dimanche 1 ^{er} janvier 2012

Le lien hypertexte vers la loi sera activé le jour de sa parution dans la Feuille d'avis officielle.

Nomination

Nouveau directeur général des Etablissements publics pour l'intégration (EPI)



Le Conseil d'Etat a approuvé la nomination de M. **Alain Kolly** au poste de directeur général des Etablissements publics pour l'intégration (EPI), sur proposition du conseil d'administration de cette institution.

Agé de 47 ans, M. Alain Kolly, qui assume depuis 2004 la fonction de directeur de l'action sociale au sein de la direction générale de l'Hospice général, succédera ainsi à M. Marc-André Baud, qui prendra sa retraite dès le 1^{er} mai 2012. Titulaire d'une licence en sciences politiques et d'un BMA de l'Université de Genève, Alain Kolly a auparavant dirigé et coordonné pendant 10 ans des opérations au Comité international de la Croix-Rouge.

M. Kolly assurera la continuité dans la mise en œuvre du mandat de prestations confié aux EPI et sera également en mesure de garantir une collaboration optimale entre les EPI et l'Hospice général dans la mise en œuvre de la nouvelle loi sur insertion et l'aide sociale individuelle.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, DSE, ☎ 022 546 54 00.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
12 janvier 11h30	Vernissage présentant les résultats du concours des espaces publics autour de la gare CEVA de Chêne-Bourg	Point Favre 6, avenue F.-A. Grison 1225 Chêne-Bourg	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
19 janvier 18h00	Vernissage présentant les résultats du concours des espaces publics route de Meyrin-CERN.	Globe de la science et de l'innovation du CERN	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
23 janvier 10h30	Mesures de protection du patrimoine	<i>Sera communiqué ultérieurement</i>	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72